

L'adversité et la sociologie du possible : deux propositions pour la sociologie critique

Communication au CR41 « Théories et sociologies critiques »

Noé Hiernaux

Bergame, le 2 juillet 2026

Le point de départ de cette intervention, c'est la question qui était posée à l'entame de l'appel à communication de cette session : quelle actualité pour une critique sociale que certains seraient disposés à croire dans l'impasse ou, autrement dit, comment porter une intention politique efficace lorsque le rapport de force tend à être de plus en plus défavorable à la gauche culturelle ? La question que j'adresse ici n'est pas celle de l'action politique au sens large – il est évident que chacun d'entre nous peut, à titre privé, rejoindre un front, un collectif, un parti – mais, plus particulièrement, celles des compétences des sociologues. La sociologie critique a-t-elle une contribution *spécifique* à apporter aux initiatives de résistance – voire, soyons fous, aux tentatives de dépassement – de l'ordre capitaliste ? Et si oui, grâce à quelles compétences ? J'essaierai de répondre à cette question, d'abord en énonçant les limites au dépassement desquelles cette allocution espère modestement contribuer ; ensuite en proposant une première piste de travail sur base des débuts de ma recherche doctorale, dont je vous exposerai l'objet ; en voyant avec quels partenaires associatifs cette recherche peut s'établir ; enfin je terminerai sur quelques métaréflexions d'ordre éthique et méthodologique.

Revenons à la question qui nous occupe : les compétences de la sociologie critique ont-elles quelque chose de spécifique à apporter aux initiatives de résistance au capitalisme et si oui, quelles compétences ?

Face à cette question, une fois que le dévoilement marxiste ou structuraliste a cessé de séduire les sociologues de profession, un nombre croissant d'entre elles et eux s'est mis à s'intéresser aux critiques ordinaires, à la manière dont les acteurs, les actrices font elles-mêmes de la critique, et ce dans une veine pragmatique, que l'on donne à cela le nom de « sociologie de la critique », de « critique constructive », de « recherche embarquée », et cetera. L'enjeu était d'alors d'abandonner cette posture de surplomb qu'aucun d'entre nous n'a envie d'adopter. Dans une telle perspective, le rôle du sociologue était alors de se faire le théoricien ou le chroniqueur des collectifs qu'il étudiait, et qu'il étudiait a priori parce que ces collectifs suscitaient chez lui une sympathie spontanée.

Cette manière de faire de la critique sociale est très intéressante – évidemment, mon propos n'est absolument pas de remettre cela en doute – mais a selon moi deux limites non négligeables.

La première limite tient aux rapports de pouvoir qui ne manquent jamais de s'établir entre l'acteur, l'actrice sociale et son chercheur, sa chercheuse, tant que celle-ci travaille à l'Université. J'aimerais bien considérer ce rapport de pouvoir de manière très basique : à la fin d'une recherche, le chercheur, la chercheuse, publie forcément un texte, qui renseigne sur le comportement et le mode d'organisation du public qu'il a étudié. Or, pourvu que l'on travaille sur des initiatives un tant soit peu oppositionnelles à l'ordre du monde bourgeois, le texte scientifique est toujours en même temps un instrument de pouvoir, puisqu'il dévoile des pratiques, peut-être des pratiques de résistance qui étaient jusque là tacites ou secrètes. Le second argument que je voudrais soumettre à votre attention est qu'il est compliqué de faire de la sociologie sans parler de *norme*, et compliqué de parler de norme sans parler d'*écart à la norme* : dans cette perspective, les résultats scientifiques peuvent se transformer en instrument de répression s'ils tombent entre les mains des dominants. Hier par exemple, j'ai assisté à une très intéressante présentation sur le passage des personnes migrantes dans le Sud-Tyrol – à la frontière entre l'Italie et l'Autriche. C'était une recherche participative, effectuée avec les migrants eux-mêmes, et la présentation des résultats s'accompagnait de quelques cartographies montrant les voies de passage les plus empruntées. Les cartographies étaient très belles, mais je ne peux pas m'empêcher de penser qu'on aurait un sacré problème si la gendarmerie autrichienne mettait la main dessus ; et sans aller jusqu'à ce genre d'exemple extrême, rien que d'investiguer sur les pratiques informelles des travailleur·euses d'un service public, par exemple un CCAS, c'est déjà prendre le risque d'en alerter la hiérarchie. Nous sommes nombreuses je pense à avoir déjà été confrontées à ce genre de dilemmes. Tout cela, bien entendu, je ne le suce pas de mon pouce ; c'était déjà les critiques que Susan Gal adressait aux travaux de James C. Scott sur les pratiques de micro-résistance en Malaisie. En dévoilant le « transcript caché », l'anthropologue faisait office d'agent de renseignement – ce que James Scott était par ailleurs.

C'était la première limite. La deuxième limite tient à ce que le compagnonnage entre activisme et recherche a parfois pour effet de rajouter de la perplexité chez tout le monde, les chercheur·euses cherchant des réponses à leur question de recherche auprès de collectifs cherchant eux-mêmes ce qu'ils veulent ; et cela dans une boucle d'interrogations qui n'en finissent pas. Or cette perplexité confine parfois à l'exaspération, comme un témoin la publication de [cette] brochure qui s'appelle « N'étudiez pas les pauvres et les sans-pouvoir : tout ce que vous dites sera retenu contre eux ». Dans cet essai, c'est un collectif queer, en France, qui propose carrément un « dispositif d'autodéfense » contre les chercheurs, les chercheuses, parce qu'il en a assez, en gros, d'être construit en objet de recherche. Ainsi, au-delà de son caractère polémique, ce texte énonce en fait une vérité frontale : il y a des lieux qui n'ont aucun désir de voir le savoir académique mêlé à leurs pratiques de résistance, quelle que soit la sympathie que ces lieux peuvent spontanément nous inspirer.

Face à ces deux limites, donc, j'ai voulu m'engager sur une première piste de travail qui consiste à étudier nos adversaires politiques, étudier leurs passions, leurs systèmes de valeur,

autrement dit « enquêter sur les objets sales », pour reprendre l'expression que Manuel [Cervera-Marzal] et Bruno [Frère] utilisent dans leur livre.

Pour cela – et c'est le moment où je parle de mon objet de recherche –, j'enquête sur les dynamiques de droitisation, ou de « devenir autoritaire » des classes moyennes blanches en Belgique francophone, à partir de certaines pratiques culturelles de plus en plus populaires parmi elles, à savoir la fête techno hardcore. En quelque sorte la question qui structure l'enquête est : à quels besoins sociaux répondent ces fêtes, fêtes caractérisées par une esthétisation de la violence dans la musique et dans les samples, par la recherche de performance à travers la prise de stupéfiants, par la volonté d'être « tout seul mais tous ensemble » dans la fosse – à quels besoins répondent ces fêtes, donc, chez mon public d'enquête, et qu'est-ce que ces besoins disent de leur conscience de classe ? Leur conscience de classe qui, si l'on se fie à leur position sociale – c'est-à-dire des postes de cadres intermédiaires dans le secteur privé où, bien qu'ils puissent avoir de belles perspectives de carrière, ils sont pour l'instant en situation de subordination, d'infériorité dans la hiérarchie du travail, du fait de leur jeune âge – ils ont entre vingt et trente ans – leur conscience de classe qui serait a priori petite-bourgeoise et réactionnaire ; mais c'est à vérifier et à nuancer, et c'est précisément à cela que sert l'enquête.

Comme je viens de le dire, la problématique de recherche ainsi formulée m'amène à rencontrer sur le terrain des interlocuteurs dont la socialisation politique va de la droite à l'extrême droite. Pour des raisons évidentes, l'irruption de l'adversité politique dans la démarche d'enquête rend délicate toute entreprise de « coconstruction du savoir » pourtant prônée par notre discipline à différents moments de son histoire. Cela m'a donc poussé à chercher des partenaires de recherche plutôt dans le secteur associatif que directement auprès de « mes » enquêtés. J'ai donc travaillé auprès d'une première association, qui s'appelle La Cible, et qui se donne pour mission la lutte contre les idées d'extrême droite en Belgique. Mes projets auprès de La Cible ont consisté en, d'une part, la conception d'un carnet d'activité et d'animations culturelles basées sur « Les Prophètes du mensonge », un livre de Leo Löwenthal et Norbert Guterman, et d'autre part, à la programmation d'une boîte de discussion destinée à l'analyse et à la cartographie de discours réactionnaires en ligne. Voilà. J'ai également travaillé auprès d'une seconde association, la Coalition Genre, qui coordonne différentes initiatives féministes dans la ville de Liège, et avec laquelle on anime un cycle de travail sur les masculinités. Et donc dans une telle démarche, la symétrie avec les acteurs, actrices non-scientifiques ne s'établit pas forcément du point de vue de la production de connaissance, mais au niveau de l'intention politique, à laquelle nous contribuons chacun avec nos propres moyens. En plus – en tout cas c'est l'argument que je voudrais soumettre à votre appréciation – enquêter sur les adversaires politiques, c'est-à-dire les dominants, les racistes, les agitateurs de haine... – peut ouvrir la voie à un usage stratégique des privilèges universitaires : puisque les partenaires associatifs et militants du sociologue doivent évoluer à découvert sur le terrain de la concurrence politique, la démarche de l'enquête, de l'investigation fine, leur est de fait inaccessible, et c'est là que nous intervenons.

Pour autant, travailler avec « des indigènes que l'on n'aime pas », pour reprendre l'expression provocatrice de l'ethnographe Martina Avanza – provocatrice, et pourtant c'est en quelque sorte la situation dans laquelle je me retrouve embarqué – travailler avec ses adversaires politiques, donc, pose ses propres dilemmes éthiques. Parmi ceux-ci, j'en ai énuméré trois.

Le premier dilemme que j'ai identifié tient à ma posture vis-à-vis de mes interlocuteurs : dois-je leur dire ou ne pas leur dire toute la vérité ? En fait, ce dilemme peut être résolu assez facilement. En suivant les conseils de Stéphane Beaud et Florence Weber dans leur manuel d'enquête de terrain, je pars du principe que la relation d'enquête est comme toute forme de relation humaine : si on ment comme un charretier cela ne se passera jamais très bien, et pourtant dans toutes nos communications il y a une part de dissimulation et de réserve stratégique. À mes interlocuteurs, je dis donc que j'enquête sur les significations politiques de la fête techno, sans évoquer les hypothèses relatives au contenu de ces significations.

C'était pour le premier dilemme ; le deuxième est de ne pas contribuer, par l'enquête, à augmenter le degré de connaissance théorique que nos adversaires racistes, réactionnaires, et cetera, se font de leur pratique. Autrement dit, bien que ce soit un objectif ambitieux et que je ne prétende pas qu'au bout de quatre ans de thèse ce sera le résultat auquel je serai parvenu, si je parviens à dégager des pistes pour caractériser la conscience de classe de ces jeunes gens de classe moyenne de l'hémisphère droit, est-ce que cela ne profitera pas en premier lieu aux agitateurs et aux électoralistes de droite ? Il ne s'agit pas de faire gratuitement le travail idéologique de nos adversaires politiques. Pour autant, ce deuxième dilemme n'est un problème qu'à partir du moment où les résultats scientifiques atteignent un certain niveau de notoriété publique. Or on peut raisonnablement se dire que cela n'est pas pour tout de suite, et donc que l'on peut garder ce problème pour plus tard.

Enfin, il y a le risque de se cantonner à une posture de pure négativité, c'est-à-dire de critiquer simplement le projet politique de nos adversaires sans en envisager le dépassement. Si je passais quatre ans à travailler sur « mes sales petits objets » pour conclure que les racistes sont racistes, que les petits-bourgeois ont une conscience de classe réactionnaire, et cetera, non seulement je serais triste d'avoir consacré quatre ans de ma vie à cela, mais en plus ce ne serait pas très encapacitant. *Critique négative* donc, qui est insuffisante à l'élaboration de nouvelles manières de faire société, qui sont, si je ne m'abuse, une des missions que s'attribue la sociologie critique.

Ces trois dilemmes éthiques mériteraient chacun une réflexion séparée et approfondie. Cependant, la seconde piste de travail que j'aimerais vous présenter peut répondre en partie au dernier dilemme que je viens d'énoncer, celui relatif à la critique négative.

Cette seconde piste de travail tient à la possibilité d'une sociologie marxiste ou, comme on pourrait l'appeler, à une « sociologie du possible ». Cela peut sembler contre-intuitif, car il y a en sciences sociales énormément de recherches qui reprennent les *concepts* du marxisme. Pour autant, dans les années 1950, le sociologue de l'art Lucien Goldmann affirmait que « la sociologie marxiste n'existe pas » (en disant cela il ne disait que la sociologie marxiste n'existerait *jamais*, mais simplement qu'elle n'existait pas dans le champ de la recherche à l'époque). Au départ, cette assertion péremptoire m'a un peu chiffonné. Puis en creusant un peu, j'ai compris que ce que Goldmann voulait dire par là tient à la différence, dans une perspective dialectique, entre les catégories du réel, de l'actuel et du possible. Qu'est-ce que ça veut dire tout cela ? L'actuel, c'est le moment présent, c'est-à-dire les situations empiriquement observables, l'état instantané du rapport de forces, de la lutte des classes. Le possible, c'est au contraire le dépassement de cette situation présente, c'est la situation qui peut être réalisée par l'action politique à partir des conditions actuelles. Le réel, sur lequel peut ou doit se prononcer la sociologie critique, c'est la totalité, le processus historique qui combine dès lors la situation actuelle et son dépassement objectivement possible.

Tout cela peut sembler très conceptuel, mais moi ce qui m'intéresse, c'est comment transcrire ces considérations théoriques dans une méthodologie, dans une politique concrète de recherche. Pour étudier mes fameux cadres moyens du privé amateurs de techno, il est nécessaire d'étudier leur situation *actuelle* dans les rapports de classe. C'est-à-dire : quelles sont leurs positions sociales, quelles sont leurs expériences de classe, quelle est l'idéologie qui exsude de tout ça, et cetera. Pour comprendre l'actuel, il faut donc déployer une pensée de la domination, une pensée de la classe sociale : à titre personnel, je n'ai pas trouvé d'outils plus adaptés que ceux de la sociologie structuraliste de type bourdieusienne pour ce faire. Ce sont des outils très précis qui ont fait leurs preuves. En disant ceci je sais que j'enfonce des portes ouvertes pour certains d'entre vous, mais je sais aussi que l'héritage de Bourdieu fait débat chez d'autres. Je serais donc heureux d'avoir vos avis tout à l'heure ou d'être challengé sur ce point. Je ne suis pas l'ennemi du colloque, comme on dit.

Cependant, pour rendre compte du réel, une telle démarche n'est peut-être pas suffisante. À l'analyse de l'actuel, il faut ajouter l'*interprétation du possible*, qui ne doit évidemment pas être affirmé sur un ton prophétique ou sur des bases idéologiques – le possible, ce n'est pas ce qu'on aimerait qu'il se passe –, mais qui est peut-être déductible en analysant les luttes et les contradictions du présent. Pour autant, une fois qu'on a dit ça, comment est-ce que je me dépatouille avec cette question du possible dans mon enquête sur le devenir autoritaire des classes moyennes en Belgique francophone ? C'est précisément là qu'intervient l'investigation sur la hard techno, c'est-à-dire sur la production culturelle, c'est-à-dire sur l'espace symbolique. À partir des symboles qui circulent et qui ont du succès auprès d'une certaine classe sociale située, j'essaie de remonter la piste des expériences, des souffrances et des jouissances sociales qui donnent de la cohérence à ces symboles. L'hypothèse fondamentale est que les symboles que consomment et que produisent les classes sociales sont toujours

excédents par rapport à la position objective de ces classes et que c'est dans cet espace excédentaire que l'on peut lire le possible. C'est en faisant l'aller-retour entre le structurel et le symbolique – à partir des positions concrètes de classe, vers le symbolique, pour revenir aux prises de position possibles – que j'espère parvenir à cette espèce de matrice d'expériences dont telle forme actuelle de conscience de classe n'est qu'une des expressions possibles et non exclusive.

En fait, de telles considérations me sont nécessaires dans le cadre d'une enquête sur l'adversité politique. Comme je l'ai dit, ce qui m'intéresse n'est pas tant de comprendre pourquoi certaines classes intermédiaires sont réactionnaires – il y a beaucoup de raisons connues à cela – que de comprendre, précisément, à quelles conditions les choses auraient pu se passer autrement, et quelles sont les contradictions, au sein d'une classe sociale donnée, qui ouvre la voie à un changement social objectivement possible. Il s'agit donc de passer d'une lecture déterministe à une lecture dialectique. Pour restaurer une pensée bidimensionnelle au sens de Marcuse, c'est-à-dire une pensée capable d'appréhender le dépassement et la transformation sociale, la sociologie de l'émancipation ne peut pas être seulement empirique.

Quoi qu'il en soit, je pense qu'il y a un enjeu pour la sociologie critique à être capable de se prononcer sur le probable, sur le devenir, sur ce qui pourrait être. Derrière cette proposition de travail, et je conclurai là-dessus, se cache en fait la question du récit. En Belgique, comme en France ou en Suisse, j'imagine, on donne beaucoup de papiers, de conférences, de workshops sur la question du récit progressiste. « Comment réenchainer les narratifs de gauche ? » – c'est la question. Or le récit n'est pas la fiction : un bon récit, c'est-à-dire un récit capable de donner du sens à l'expérience des acteurs et donc de les orienter, nécessite, d'une part, une compréhension générale des structures et, d'autre part, une investigation empirique sur la manière dont ces structures sont vécues par les acteurs. Autrement dit, cela nécessite une enquête. Ainsi je terminerai par là où j'ai commencé, à savoir sur les compétences spécifiques de la sociologie critique : celles-ci consistent peut-être dans la faculté à fabriquer un récit qui ne soit pas une fiction, c'est-à-dire un récit qui soit ancré dans les structures objectives, et donc dans la faculté à raconter des mythes véridiques.